



## Une mission de l'UIHJ dans la Principauté d'Andorre

**Bernard Menut, 1<sup>er</sup> vice-président de l'UIHJ, et Dominique Aribaut-Abadie, trésorière, se sont rendus à Andorre des 14 au 16 juillet 2010 pour rencontrer les autorités afin de discuter des difficultés liées à l'exécution des décisions de justice dans la Principauté**

### Pour une approche différente de l'exécution des décisions de justice

Petit bout de terre, montagne coincée entre l'Espagne et la France, la principauté d'Andorre ne manque pas de particularismes. Politiquement tout d'abord, elle est sous la codirection de la France (le président de la République française) et de l'évêque d'Urgel (Espagne) bien que possédant un gouvernement indépendant. Économiquement ensuite, car elle dépend beaucoup du tourisme, des achats effectués par les touristes et de l'immobilier. Juridiquement enfin, puisqu'elle utilise un système largement inspiré du système judiciaire espagnol. Depuis quelques années, la Principauté d'Andorre connaît des difficultés avec son système judiciaire, et spécifiquement avec l'exécution des décisions de justice. Le nombre des décisions s'est accru dans des proportions importantes, et l'exécution a pris du retard. Face à un contexte de crise (Andorre a été également frappée par la crise financière mondiale de ces deux dernières années), il a semblé opportun aux autorités andorranes d'engager une réflexion approfondie pour une approche différente du traitement de l'exécution des décisions de justice, une rationalisation des moyens.

En l'état actuel, l'exécution des décisions judiciaires et autres titres exécutoires se fait par le juge (Battle) entouré d'un corps de fonctionnaires. La tâche des juges s'est notablement alourdie, et l'exécution s'est complexifiée notamment avec de nombreux débiteurs partis à l'étranger et de réelles situations d'insolvabilité. L'efficacité de l'exécution n'atteint pas les niveaux souhaités par les institutions judiciaires, et les réclamations des citoyens et des entrepreneurs sont nombreuses auprès de l'instance judiciaire suprême (Consell superior de la Justicia) ou du médiateur Pere Canturri Montanya (Raonador del Ciutadà) quant aux retards dans l'exécution.

### L'attente des partenaires économiques

C'est dans ce contexte favorable au changement que, sur demande expresse du Consell superior de la Justicia de la Principauté d'Andorre, une délégation d'experts de l'UIHJ s'est rendue les 13-14 et 15 juillet 2010 en principauté. La délégation était conduite par Bernard Menut 1<sup>er</sup> vice-président (qui avait déjà mené une mission antérieure), et Dominique Aribaut-Abadie, trésorière (qui connaît parfaitement le système judiciaire espagnol). La délégation a pu étroitement travailler avec M. Lluís Montanya Tarres, président du Consell superior de la Justicia, son vice-président, M. Josep Maria Cairat Vila, ainsi que Mme Carme Obiols. Les experts ont également rencontré le chef du gouvernement

Jaume Bartumeu Cassany — Cap de Govern pour une réunion de travail, ainsi que des parlementaires Josep Dalleres Codina — Síndic General (président du Parlement) et Esteve Lopez Montanya, Subsíndic General (vice-président du Parlement). Deux réunions de travail ont eu lieu avec des représentants des institutions bancaires et des chefs d'entreprises, réunions au cours desquelles les experts ont pu noter la profondeur des attentes des partenaires économiques. L'ensemble des media a largement couvert la mission des experts permettant ainsi de poursuivre la sensibilisation de l'opinion publique aux changements qui s'avèrent nécessaires.

La mission a eu deux objectifs définis par les autorités judiciaires andorranes. L'objectif numéro 1 exprimé par le Consell superior de la Justicia dans sa lettre de mission était l'élaboration d'un statut de l'huissier de justice Andorran. L'élaboration d'un statut d'agent d'exécution nécessite dans un premier temps une parfaite connaissance des besoins de la Principauté d'Andorre. Les experts ont donc souhaité réaliser une analyse des besoins en rencontrant et en écoutant les différentes parties intéressées. Cette analyse des besoins a débouché sur une présentation des options possibles qui s'offrent à la Principauté d'Andorre pour rénover son système d'exécution des décisions de justice.

### Le professionnalisme de l'UIHJ

L'objectif numéro 2 défini par le Consell superior de la Justicia est la participation des experts à un « *projet d'un texte qui permettrait d'extraire l'exécution civile et pourquoi pas administrative de la juridiction ordinaire, avec l'évidence d'un maintien du contrôle judiciaire* ». Cette partie de la mission doit intervenir dans un deuxième temps après le choix que doivent opérer les autorités judiciaires et politiques andorranes sur le système d'exécution qu'elles veulent retenir.

La délégation d'experts de l'UIHJ a remis son rapport aux autorités judiciaires en vue d'une amélioration significative de l'exécution des décisions de justice dans la Principauté. Le choix politique et technique appartient désormais aux décideurs andorrans, mais eu égard à l'état de la situation de l'exécution des décisions de justice, il y a urgence à agir.

Cette mission a montré d'une part le professionnalisme acquis par l'UIHJ et ses experts pour évaluer les situations de crise, et proposer des solutions aux gouvernements. Ces derniers sont de plus en plus nombreux à faire appel à l'UIHJ pour réaliser des analyses, présenter les options et recommander les solutions pour une amélioration de l'exécution des décisions de justice. Enfin, cette mission devrait également permettre d'accueillir parmi les membres de l'UIHJ un nouvel État, la principauté d'Andorre, dès que les conditions techniques de son adhésion seront remplies.

Voici le lien concernant l'entrevue du 13 juillet 2010 entre l'UIHJ et le chef du gouvernement de la principauté d'Andorre

<http://www.govern.ad/?p=8838>



## A mission of the UIHJ in the Principality of Andorra

**Bernard Menut, 1<sup>st</sup> Vice-President of the UIHJ, and Dominique Aribaut-Abadie, Treasurer, Went to Andorra (14-16 July 2010) to Meet the Authorities and Discuss Problems Relating to the Enforcement of Legal Decisions in the Principality**

### For a Different Approach of Enforcement of Legal Decisions

Small spot of land, a mountain wedged between Spain and France, the principality of Andorra has much specificity. Politically first of all, it is under the joint management of France (the president of the French Republic) and the Bishop of Urgel (Spain) although having an independent government. Economically then, because it much depends on tourism, purchases carried out by tourists and real estate. Juridically finally, since it uses a system largely inspired of the Spanish legal system.

For a few years, the Principality of Andorra has had problems with its legal system, and specifically with the enforcement of legal decisions. The number of decisions has significantly increased, and there is a backlog in the enforcement. In a crisis context (Andorra was also struck by the world financial crisis of these two last years), it seemed important to the Andorran authorities to engage a thorough reflection towards a different approach regarding the treatment of the enforcement of legal decisions, through a rationalization of the means.

Presently, the enforcement of court orders and other enforceable titles is done by the Judge (Battle) with the help of a body of civil servants. The task of the judges has notably increased, and enforcement has become more and more complex in particular as many debtors go abroad and there are many cases of insolvency. The effectiveness of enforcement does not reach the expected levels by the legal institutions, and complaints of citizens and contractors are numerous near the supreme judicial body (Consell superior de la Justicia) or the mediator Pere Canturri Montanya (Raonador del Ciutadà) regarding delays in enforcement.

### The Expectations of Economic Partners

It is in this context favorable to changes that, on the express request of the Consell superior de la Justicia of the Principality of Andorra, a delegation of experts of the UIHJ went to the Principality from 13 to 15<sup>th</sup> July 2010. The delegation was led by Bernard Menut 1<sup>st</sup> vice-president (who had already carried out a previous mission), and Dominique Aribaut-Abadie, treasurer (who knows the Spanish legal system perfectly). The delegation could work closely with Mr. Lluís Montanya Tarres, President of Consell superior de la Justicia, and its Vice-President, Mr. Josep Maria Cairat Vila, as well as with Mrs. Carme Obiols. The experts also met Chief of Government Jaume Bartumeau Cassany - Cape de Govern, for a work meeting, as well as members of Parliament Josep Dalleres Codina - Síndic General (President of the Parliament) and Esteve Lopez Montanya, Subsindic General (Vice-President of the Parliament). Two

work meetings took place with representatives of banking institutions and managers, during which the experts could value the depth of expectations of economic partners. The whole of the media largely covered the experts' mission thus making it possible to continue preparing the public opinion to the changes which prove to be necessary.

The mission had two objectives framed by the Andorran legal authorities. The first objective expressed by the Consell superior de la Justicia in its assignment letter was the development of a statute of the Andorran judicial officer. The development of a statute of enforcement agent initially requires a perfect knowledge of the needs for the Principality of Andorra. The experts thus wished to carry out an analysis of the requirements through meetings with and by listening to the various stakeholders. This analysis of the needs led to a presentation of the possible options which could be suggested to the Principality of Andorra to renovate its system of enforcement of legal decisions.

### The Professionalism of the UIHJ

The second objective set by the Consell superior de la Justicia is the participation of the experts in a *"draft provision which would make it possible to extract civil – and maybe administrative – enforcement from ordinary jurisdictions, with the obviousness of maintaining judicial control"*. This part of the mission must intervene in a second time after the choice that the Andorran legal and political authorities must operate on which enforcement system they want to promote. The delegation of experts of the UIHJ submitted its report to the legal authorities for a significant improvement of enforcement of legal decisions in the Principality. The political and technical option now belongs to the Andorran decision makers, but facing the financial aspect of enforcement of legal decisions, it seems urgent to act.

This mission showed on the one hand the professionalism acquired by the UIHJ, and its experts to evaluate crisis situations, and also to suggest solutions to governments. The latter are increasingly numerous to call upon the UIHJ to carry out analyzes, to present options and to recommend solutions for an improvement of enforcement of legal decisions. Lastly, this mission should also make it possible to welcome among the members of the UIHJ a new state, the Principality of Andorra, as soon as the technical requirements of its adhesion are filled.

Link to the meeting of 13 July 2010 between the UIHJ and the head of Government of the Principality of Andorra:

<http://www.govern.ad/?p=8838>